



VILLE DE PIERRE BENITE

Place Jean Jaurés
69491 PIERRE-BENITE
Tel : 04.78.86.62.62
Courriel : commandepublique@pierrebenite.fr

Marché de prestations de services divers

La présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions de l'article 27 du décret relatif aux marchés publics.

PRESTATION DE NETTOYAGE DE BATIMENTS COMMUNAUX

N° CP2017-002

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Date limite de réception des offres :
13/04/2017 à 12:00

Contenu

Article 1 – Définition des prestations.....	3
Article 2 – Documents contractuels	3
Article 3 – Type de prix	3
Article 4 – Modalités de variation du prix.....	3
Article 5 - Contenu des prix.....	3
Article 6 – Forme de l'accord-cadre - attribution des commandes.....	3
Article 7 – Montant de l'Accord-cadre	3
Article 8 – Mentions des bons de commande.....	3
Article 9 – Durée de l'accord-cadre.....	4
Article 10 – Suivi des prestations	4
Article 11 – Description des prestations	4
Article 12 – Obligations de résultat	4
Article 13 – Opérations de vérification.....	4
Article 14 – Décisions après vérification	4
Article 15 – Modalités de paiement.....	5
Article 16 – Forme des demandes de paiements	5
Article 17 – Paiement des cotraitants	5
Article 18 – Paiement des sous-traitants.....	5
Article 19 – Monnaie de compte de l'accord-cadre	5
Article 20 – Délai de paiement.....	5
Article 21 – Avance	6
Article 22 – Protection de la main d'oeuvre et conditions de travail.....	6
Article 23 – Confidentialité.....	7
Article 24 – Protection des données à caractère personnel.....	7
Article 25 – Garantie technique	7
Article 26 – Assurances de responsabilité civile professionnelle	7
Article 27 – Pénalités de retard	7
Article 28 – Pénalités particulières.....	8
Article 29 – Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire	8
Article 30 – Résiliation.....	8
Article 31 – Attribution de compétence.....	8
Article 32 – Dérogations	8

Article 1 – Définition des prestations

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :
PRESTATION DE NETTOYAGE DE BATIMENTS COMMUNAUX

Article 2 – Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, listées par ordre de priorité décroissant.

- Acte d'engagement et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales - fournitures courantes et services
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le mémoire justificatif

Article 3 – Type de prix

Les prestations sont traitées à prix unitaires.

Les prix unitaires du bordereau de prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Article 4 – Modalités de variation du prix

Les prix sont fermes.

Article 5 - Contenu des prix

Les prix sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Article 6 – Forme de l'accord-cadre - attribution des commandes

Accord-cadre à bons de commande monoattributaire, passé par un pouvoir adjudicateur avec minimum et maximum et sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande, en application des articles 78 et 80 du décret relatif aux marchés publics.

Article 7 – Montant de l'Accord-cadre

Le montant minimum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 50 000.00 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 100 000.00 euros HT.

Article 8 – Mentions des bons de commande

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande.

Les bons de commande indiquent:

- la référence à l'accord-cadre ;
- la désignation des prestations à réaliser ;
- le montant de la commande ;
- les délais d'exécution.

Les bons de commande sont signés par : Le représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

La durée d'exécution maximale du(des) dernier(s) bon(s) de commande émis dans le cadre de l'accord-cadre est fixée à 30 jours.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de celui-ci, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Article 9 – Durée de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 13 du CCAG-FCS, le point de départ du délai d'exécution n'est pas fixé à la date de notification de l'accord-cadre.

L'accord-cadre commence le 01/05/2017.

Sa durée est de 1 année(s).

La durée maximale de l'accord-cadre est de 1 année.

Délais d'exécution des bons de commande :

Le délai d'exécution est fixé par chaque bon de commande et court à compter de la notification de celui-ci.

Article 10 – Suivi des prestations

Au sein du pouvoir adjudicateur, le suivi des prestations est assuré par : La Direction des Services techniques

Article 11 – Description des prestations

Nettoyage de bâtiments

Les prestations devront être conformes aux stipulations du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat.

Article 12 – Obligations de résultat

Décrite à l'article du CCTP

Article 13 – Opérations de vérification

Par dérogation à l'article 22 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'effectuer ou de faire effectuer par la personne de son choix, tout contrôle quant à la qualité des prestations.

Le titulaire du marché s'engage à être représenté lors de ces visites. Toutefois, dans le cas où le titulaire du marché n'est pas présent lors de la visite de contrôle, l'évaluation est transmise par tout moyen écrit, matériel ou immatériel, à l'entreprise afin qu'elle signe et la retourne à la ville dans un délai maximum de 15 jours à compter de la date d'envoi du document. Au-delà de ce délai, la décision qui fait suite à l'évaluation est réputée être acceptée sans réserves ni contestations par le titulaire.

Article 14 – Décisions après vérification

A la suite des vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG-FCS.

Article 15 – Modalités de paiement

Les paiements sont effectués par le versement d'acomptes et d'un solde.

Le paiement intervient par acomptes versés au début de chaque mois pour les prestations livrées le mois précédent.

Article 16 – Forme des demandes de paiements

La demande de paiement reprend le descriptif des prestations effectuées sur la base duquel le montant à payer est établi.

Elle mentionne aussi le détail des prix unitaires.

Aucune exigence particulière n'est imposée au titulaire concernant la forme de la demande de paiement. Celle-ci doit néanmoins respecter les usages de la profession et comporter les mentions légales obligatoires fixées à l'article L441-3 du code de commerce (nom et adresse des parties, date de la vente ou de la prestation de service, la quantité, la dénomination précise, le prix unitaire hors TVA des produits vendus et des services rendus ainsi que toute réduction de prix acquise à la date de la vente ou de la prestation de service et directement liée à celle-ci).

Article 17 – Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement. Si l'accord-cadre prévoit une répartition le paiement est effectué sur le compte propre à chaque membre du groupement, par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG-FCS.

Article 18 – Paiement des sous-traitants

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées dans les conditions financières prévues par le CCAP ou par un acte spécial.

Article 19 – Monnaie de compte de l'accord-cadre

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro pour toutes les parties prenantes (sous-traitants compris).

Les attestations de paiement direct sont dans la même unité que celle retenue pour le titulaire.

Article 20 – Délai de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et le décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article 8 du décret précité est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En vertu de l'article 40 de la loi du 28 janvier 2013, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros conformément à l'article 9 du décret du 29 mars 2013.

Article 21 – Avance

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance est accordée lorsque le montant initial HT de l'accord-cadre ou d'une tranche ferme ou affermie dépasse 50 000 euros HT, dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, et sous réserve des dispositions relatives à la sous-traitance du décret relatif aux marchés publics, le montant de l'avance est fixé à 5% du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois.

Pour chacun des bons de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT, et dont la durée d'exécution est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Sous réserve des dispositions relatives à la sous-traitance du décret relatif aux marchés publics, le montant de l'avance est versé en une seule fois, et est fixé à 5% du montant minimum de l'accord-cadre.

Le paiement de l'avance est subordonné à la production de la garantie à première demande portant sur l'intégralité de l'avance prévue au décret relatif aux marchés publics engageant le titulaire à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie.

A compter de la production de cette garantie, le paiement de l'avance intervient dans un délai maximum de 30 jours.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de l'accord-cadre atteint ou dépasse 65% du montant de l'accord-cadre.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises de l'accord-cadre.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Si l'accord-cadre est passé avec des entrepreneurs groupés, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées respectivement par le mandataire et les cotraitants, lorsque le montant des prestations est supérieur à 50 000 € HT.

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée à leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le versement de cette avance est égal au moins à 5 % du montant des prestations sous-traitées à exécuter au cours des douze premiers mois suivant la date de commencement de leur exécution.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification de l'accord-cadre ou de l'acte spécial par la personne signataire de l'accord-cadre.

Le remboursement de cette avance s'effectue dans les mêmes conditions de rythme et de modalités que celles prévues pour le titulaire.

Le prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire de l'accord-cadre qui a perçu l'avance sous-traite une part de l'accord-cadre postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

Article 22 – Protection de la main d'oeuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-FCS, les travailleurs employés à l'exécution du contrat doivent recevoir un salaire et bénéficier de conditions de travail au moins aussi favorables que

les salaires et conditions de travail établis par voie de convention collective, de sentence arbitrale ou de législation nationale pour un travail de même nature exécuté dans la même région.

Article 23 – Confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur se conforment aux obligations de confidentialité indiquées à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Article 24 – Protection des données à caractère personnel

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur se conforment aux règles de protection des données à caractère personnel évoquées à l'article 5.2 du CCAG-FCS.

Article 25 – Garantie technique

Les dispositions de l'article 28 du CCAG-FCS s'appliquent.

Article 26 – Assurances de responsabilité civile professionnelle

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 27 – Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le titulaire encourt en cas de non-respect des clauses du marché, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes qui sont cumulable

N°	Prestation	Pénalité	Occurrence
1	Défaut d'entretien dans le cadre de prestations forfaitaires	10 % du montant forfaitaire mensuel de l'établissement concerné	
2	Défaut d'entretien dans le cadre d'un bon de commande	5 % du montant du bon de commande	
3	Non-respect des horaires par le personnel ⁽¹⁾	0,5% du montant mensuel	Par jour calendaire de retard constaté
4	Interruption d'entretien ⁽¹⁾	1% du montant mensuel	Par jour calendaire d'interruption constaté
5	Absence lors des opérations de contrôle	0,5% du montant mensuel	Par absence non justifiée

⁽¹⁾ Le non-respect des horaires par le personnel et l'interruption d'entretien sont constatés par tout moyen. L'avance et le retard sont pleinement constitués à compter de 10 minutes avant ou après l'heure prévue. Une absence totale est constitutive d'une interruption d'entretien.

Les deux pénalités ne sont pas cumulatives et ne seront appliquées pas appliquées si le pouvoir adjudicateur a été prévenu en amont de l'incident

Pour définir le délai contractuel d'exécution, il faut se référer au planning des prestations à réaliser qui sera établi conjointement par le titulaire et le Pouvoir Adjudicateur et signé des deux parties.

En cas de défaillance du titulaire, pour quelque motif que ce soit, celui-ci s'engage à trouver une solution de remplacement équivalente, aux conditions identiques, à ses frais, et d'en informer le Pouvoir Adjudicateur dans les plus brefs délais. Ce dernier aura alors la possibilité de ne pas faire réaliser la prestation, si la solution de remplacement ne convient pas, et ce sans pénalité pour aucune des parties

Toutefois, si le titulaire ne parvient pas à trouver de solution de remplacement convenable et que la prestation ne peut donc être réalisée, la pénalité de retard prévue ci-dessus sera appliquée

Les pénalités de retard ne donnent pas lieu à une quelconque exonération. Les pénalités de retard sont intégralement dues au pouvoir adjudicateur.

Article 28 – Pénalités particulières

Païement du montant des détériorations de matériel ou mobilier

En cas de détérioration de matériel ou de mobilier du fait du titulaire du marché, le montant des réparations ou du remplacement sera imputé au titulaire du marché

Article 29 – Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire

Par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-FCS, en cas de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde du prestataire, l'accord-cadre est résilié si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

En cas de liquidation judiciaire du prestataire, l'accord-cadre est résilié si après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le prestataire, à aucune indemnité.

Article 30 – Résiliation

Le présent document ne déroge pas au CCAG-FCS en ce qui concerne les modalités de résiliation de l'accord-cadre.

Article 31 – Attribution de compétence

Le Tribunal administratif Lyon est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de cet accord-cadre.

Article 32 – Dérogations

L'article 9 - Durée du marché - Délais d'exécution déroge à l'article 13 du CCAG-FCS.

L'article 13 – Opérations de vérification déroge à l'article 22 du CCAG-FCS

L'article 17 - Paiement des cotraitants déroge à l'article 12.1.2 du CCAG-FCS.

L'article 16 - Forme de paiement déroge à l'article 11.6.1 du CCAG-FCS.

L'article 27 - Pénalités de retard déroge à l'article 14.1 du CCAG-FCS.

L'article 27 - Pénalités de retard déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 28 - Règles générales d'application des pénalités déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

L'article 29 - Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire déroge à l'article 30.2 du CCAG-FCS.